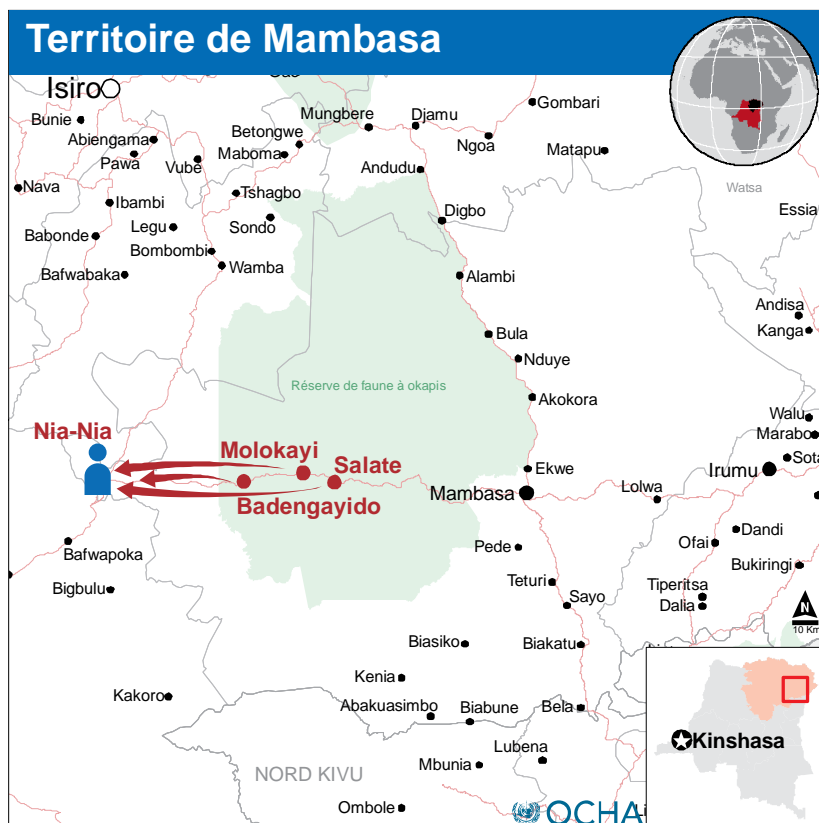


Faits saillants

Ituri : La psychose gagne la population de Mambassa depuis la mort du chef du groupe armé, Morgan. Les acteurs humanitaires évaluent la situation des populations dans les zones de déplacements.



Contexte général

La population civile de Mambassa, dans l'Ituri, continue de vivre dans la psychose à la suite du décès du chef rebelle Paul Sadala, alias Morgan. Les populations redoutent des représailles de la part des hommes de Morgan s'ils se réorganisent. Dans le sud Irumu, des affrontements se poursuivent entre la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Les jeunes gens se réfugient en brousse ou quittent le village par craintes des représailles des FARDC qui les soupçonnent d'intelligence avec l'ennemi. Des soupçons d'infiltrations des éléments de FRPI dans les sites des déplacés de Soke (43 km au sud de Bunia) sont également avancés. Jusqu'ici, on ne parle que des actes de pillage et non de pertes en vies humaines. Cette situation perturbe les activités humanitaires planifiées dans la zone.

Besoins et réponses humanitaires

Multisecteur

- La communauté humanitaire de l'Ituri a déployé des équipes pour évaluer la situation dans le Territoire de Mambassa à la suite du changement de contexte avec la mort du chef rebelle Morgan. Ainsi, une équipe du mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP) est depuis le 23 avril dernier sur l'axe Mambassa – Epulu – Nia-Nia. Les résultats sont attendus. Une mission rapide « Go and see » composée du HCR, UNICEF et OCHA s'est rendue du 23 au 24 avril 2014 à Mambassa. La société civile de Nia-Nia a rapporté la présence de 1 652 ménages à Nia-Nia, en provenance des localités de Badengayido (58 km de Nia-Nia), Molokayi (81 km de Nia-Nia) et Salate (100 km de Nia-Nia) mais ces chiffres ne sont pas encore confirmés des humanitaires. D'autant plus que des personnes des localités de provenance figureraient dans ce nombre pour des raisons économiques.
- Enfin, la source fait mention des cas d'incidents de protection et de viol perpétrés par des hommes armés sur des civils.

Les ONG humanitaires locales s'organisent à Nia-Nia

- Depuis l'arrivée des déplacés, les ONG locales (APEC, Groupe des pionniers pour le Développement, Caritas Développement Wamba) et les autorités politico-administratives de la place multiplient les rencontres pour coordonner leurs activités, entre autres :
- Des évaluations d'ensemble de la situation sont faites en vue d'harmoniser les actions prioritaires à mener en faveur des déplacés.
- La prise en charge provisoire et référencement des victimes des violences sexuelles
- La remise de jetons de transfert aux enfants malades pour des soins au centre de santé Afya ya Wagonjwa avant d'être transférés à l'hôpital général de référence de Nia-Nia
- Des sensibilisations auprès des églises, des commerçants et des hommes de bonne volonté pour des contributions diverses en vue de nourrir ceux qui ne sont pas dans familles d'accueil
- Des distributions d'articles ménagers essentiels (AME) et de vivres aux déplacés les plus démunis.
- Une garantie sécuritaire par les autorités politico-administratives

Pour rappel, quatre ONG internationales (Medair, Intersos, COOPI et Samaritan's Purse) et 2 ONG nationales (APEC et CARITAS) sont en activité dans le territoire de Mambasa.

Education

- Dans les Walendu Bindi, 107 enfants déplacés dont 52 filles de 6^{ème} primaire qui attendent le Test National de Fin d'Etude Primaire (TENAFEP), ont été identifiés au sein de 5 écoles de Boloma (sud Irumu) ciblées suite aux évaluations du programme RRMP. Des cours de remise à niveau sont organisés par Save The children pour leur permettre d'avoir les mêmes chances de réussite. Les frais de dossier seront aussi pris en charge par l'ONG qui se propose d'étendre cette activité de remise à niveau à d'autres écoles.
- Chaque année, Save The Children organise ce genre d'activité en faveur des élèves en classe d'examen final dans les zones où, pour diverses raisons (mouvements de population à la suite d'affrontements militaires, catastrophes naturelles, etc.), l'année scolaire n'a pas pu débuter à temps ou a été perturbée.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

Maurizio Giuliano, Chef de Sous- bureau, OCHA Bunia, giuliano@un.org, tél. +243 99 590 13 58

Bertrand Médard Gailemas, Public Information Officer, OCHA Bunia, gailemasb@un.org, tél. +243 81 988 9191

Serge le Grand Mabaluka, Reporting Assistant, OCHA Bunia, mabaluka@un.org, tél. +243 99 884 5572

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, tél. +243 97 000 3750

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net